

**Discours de Rudy De Leeuw  
président du Syndicat européen (CES-ETUC)  
Refugee Crisis In Europe : a trade union message for solidarity !**  
Public event organised by the ETUC and croatian affiliates  
18 décembre 2015

« Chères amies, chers amis,  
Hello, bok, hola, bonjour à toutes et tous,



Aujourd'hui, journée internationale des migrants, chacun se souvient de cette photo d'Aylan, enfant syrien de 3 ans, mort sur une plage turque suite au naufrage de son embarcation, le 2 septembre 2015.

Entre 2000 et 2014, 40.000 migrants sont morts aux frontières, dont 22.000 en tentant de rejoindre l'Europe (NDLR, source Alternatives éco). Ils sont plus de 4.000 morts pour la seule année 2015 (NDLR, chiffres UNHCR).

L'Europe est confrontée à une crise majeure.

D'innombrables réfugiés fuient leur pays, cherchent à se mettre à l'abri, à mettre leur famille en sécurité et arrivent aux portes de l'Europe.

Ces réfugiés, hommes, femmes, enfants, quittent leur pays d'origine à cause de la guerre.

Mais les guerres ne sont pas les seules responsables de la migration. Il y a de plus en plus d'inégalités dans le monde. Elles s'ajoutent aux nombreuses violations des droits de l'Homme, aux tensions politiques, aux inégalités de genre : autant d'obstacles qui empêchent le Développement.

L'exploitation des ressources humaines et naturelles génère aussi des conflits économiques et politiques dans nombre de pays dont sont issus les demandeurs d'asile. Il leur faut souvent lutter pour avoir accès à des ressources naturelles de plus en plus rares. Certains fuient leur pays victime de sécheresses à répétition ou d'inondations quasi permanentes.

Depuis 2008, l'impact des changements climatiques ou des catastrophes naturelles a poussé quelque 26,4 millions de personnes par an à fuir (NDLR, source CNCD-11.11.11).

Ainsi, une meilleure politique de migration, qui intègre la lutte contre les changements climatiques ; une politique cohérente en faveur du développement durable ; et une meilleure coopération internationale doivent contribuer à apporter une réponse humaine, centrée sur les droits, sur le long terme.

En attendant, les migrants représentent une main d'oeuvre à moindre coût, une « aubaine » pour nos sociétés, de plus en plus centrées sur le seul profit.

Le travail précaire (intérim, sous-traitance, saisonnier, par détachement, à temps partiel) représente, en effet, pour certains gouvernements et employeurs peu scrupuleux, une opportunité de déréguler les droits sociaux.

Le travail précaire organise aussi le dumping social et la concurrence entre les travailleurs, au détriment des travailleurs eux-mêmes, et de l'ensemble de la collectivité.

Ainsi, les travailleurs migrants sont les premières victimes de ces politiques asociales et les travailleurs sans papiers constituent une réserve facile pour parer aux pénuries de main d'oeuvre, à moindre coût. A cet égard, le salaire égal à travail égal est un principe fondamental de l'intégration et de l'inclusion que nous défendons et que nous voulons voir, désormais, enfin ratifié et appliqué par les Etats !

Par ailleurs, et c'est ce que l'on appelle faire d'une pierre deux coups, ces emplois précaires barrent la route à tout mouvement de revendication d'accroissement des salaires des travailleurs autochtones.

Cette situation est inacceptable. En tant que représentants et défenseurs des travailleurs, nous ne pouvons la tolérer ! Une fois encore, les plus fragilisés sont instrumentalisés à des fins politiques de dérégulation et de concentration des richesses aux mains du plus petit nombre. A cela, le Syndicat européen dit NON.

Il est grand temps de mettre en place un véritable régime d'asile européen et de réviser les accords de Dublin, utilisés par certains pour ne pas accueillir les réfugiés venant de certaines destinations. The ETUC strongly condemns any collective discrimination against refugees. Everyone has the right to claim asylum at the borders of any country!

Ainsi, parallèlement à une répartition équitable de l'indispensable accueil des réfugiés par les différents Etats européens, des mesures structurelles doivent absolument être prises pour s'attaquer aux causes des flux de migrants et de réfugiés : gestion des conflits, lutte contre le réchauffement climatique, règlement de politique commerciale, coopération au développement volontariste.

Cela étant, comme certains analystes nous y encouragent, nous devons aussi pouvoir réfléchir à « une légalisation des migrations qui ferait disparaître l'immigration clandestine et

permettrait aux migrants de déployer leur plein potentiel économique dans le pays d'accueil. Leur contribution économique est aussi dirigée vers leur pays d'origine : l'apport financier des migrants par leurs transferts d'argent au pays est au moins trois fois plus important que l'aide au développement officielle des pays industrialisés (NDLR, source politologue F. Gemenne, Sciences Po Paris) ».

Le Syndicat européen veut une autre Europe, plus solidaire, où les intérêts des multinationales ne priment pas sur le bien-être des travailleurs. Des travailleurs qui, contrairement aux marchandises, biens, services,...seraient les seuls à ne pouvoir circuler !

Nous réaffirmons notre engagement en faveur de l'intégration et de l'inclusion de toute personne, migrant ou non, en particulier par le biais du travail.

Nous refusons les politiques basées sur le rejet, qui fait de l'autre un pestiféré, et qui nous rappellent les périodes les plus sombres de notre histoire.

Nous sommes européens parce que nous portons des valeurs de solidarité et des droits humains que nous voulons préserver. Et nous comptons bien peser de tout notre poids de Syndicat européen pour contribuer à les faire respecter !»